

« S'opposer à la militarisation américaine dans la région Asie-Pacifique ne devrait pas signifier rester silencieux face à l'impérialisme émergent de la Chine »

mardi 12 mars 2024, par [AU Loong-yu](#), [FUENTES Federico](#) (Date de rédaction antérieure : 2 décembre 2023).

Au Loong-Yu est un militant politique et des droits du travail de longue date à Hong Kong. Auteur de [L'essor de la Chine : force et fragilité](#) et [Hong Kong en révolte : le mouvement de protestation et l'avenir de la Chine](#), Au vit désormais en exil. Dans cette longue interview, Au discute du statut mondial de la Chine et de ses implications pour l'activisme en faveur de la paix et de la solidarité.



L'un des plus grands défis auxquels est confrontée la gauche est de s'attaquer au statut de la Chine au sein du système capitaliste mondial. L'ascension fulgurante de la Chine a conduit de nombreuses personnes à se demander si la Chine faisait toujours partie du Sud global ou si elle était devenue un pays impérialiste. Comment comprendre le statut de la Chine aujourd'hui ?

Le problème est qu'au cours des trois dernières décennies, la Chine n'a pas été un pays à part entière du tiers monde. D'un pays largement peuplé de paysans il y a 40 ans, il est aujourd'hui urbanisé à 60 % et entièrement industrialisé. Sa fabrication déploie des produits bas et haut de gamme. En conséquence, la Chine a franchi le seuil pour devenir un pays à revenu intermédiaire supérieur selon la Banque mondiale. Pourtant, dans le même temps, 600 millions de Chinois disposent d'un revenu mensuel de seulement 140 dollars américains.

La Chine contient simultanément de nombreux éléments, ce qui la rend tout à fait unique. Le simple fait de regarder le PIB par habitant ou le revenu mensuel pourrait vous amener à croire que la Chine fait partie du Sud global. Mais aucune mesure ou indicateur économique ne peut à lui seul nous fournir une réponse définitive sur le statut de la Chine. La Chine d'aujourd'hui présente encore des éléments qui rappellent ceux d'un pays du tiers monde, mais l'importance de ces éléments a diminué avec le temps. Nous ne pouvons pas les écarter, mais ils ne restent que des éléments de définition du statut de la Chine. Pour tirer une conclusion utile sur la Chine, il faut considérer le pays dans son ensemble, en prenant en considération tous ses éléments.

Mais si la Chine n'est plus un pays en développement ordinaire, cela signifie-t-il automatiquement que nous devrions la qualifier d'impérialiste ?

Le statut de la Chine est compliqué et désordonné. Il n'y a pas de réponse claire par oui ou par non ; la réponse est plutôt oui et non. Je décris la Chine comme un pays impérialiste émergent – une puissance régionale très forte avec une portée mondiale. Elle possède l'intention et le potentiel de dominer les pays de moindre importance, mais n'a pas encore consolidé sa position dans le monde.

Pourquoi cette définition ? Eh bien, commençons par les critères de base de l'impérialisme. L'analyse de [Vladimir] Lénine a besoin de nombreuses mises à jour, surtout depuis la période de décolonisation d'après-guerre. Mais si nous prenons Lénine comme point de départ, il fait référence au degré de monopole, à la fusion du capital industriel et bancaire, à la formation du capital financier et au niveau des exportations de capitaux comme des caractéristiques déterminantes de l'impérialisme. Si l'on applique ces critères à la Chine, ils sont tous présents de manière très significative.

Par exemple, nous assistons actuellement à l'éclatement de la bulle du marché immobilier chinois. On oublie souvent que ce n'est que grâce à la privatisation des terrains urbains appartenant à l'État (ou plus exactement à la vente du droit d'usage du sol) que la méga-bulle du marché immobilier existe. Le régime des « terres domaniales » détermine également les principaux acteurs du marché : les municipalités, les banques (principalement publiques) et les promoteurs. Ensemble, ils ont formé une alliance de capitaux financiers fonciers pour faciliter l'enrichissement de la bureaucratie et de ses partenaires privés.

Alors que dans d'autres parties du monde, la logique impérialiste est motivée par le capital privé avec le soutien de l'État, en Chine, l'État et le capital d'État sont les principaux acteurs. Ceci malgré le fait que le secteur privé représente plus de la moitié de l'économie. Certains pourraient répondre : « Si les sommets de l'économie sont fortement monopolisés par les entreprises d'État, alors elles relèvent de la propriété sociale ou publique, ce qui est une caractéristique du socialisme ou, au minimum, la propriété de l'État est un rempart contre la recherche du profit. capitaux privés. » C'est oublier qu'il y a longtemps, Friedrich Engels s'est moqué de ceux qui pensaient que les projets de propriété d'État de Bismarck étaient une caractéristique du socialisme. En réalité, la propriété étatique et la propriété sociale sont deux choses très différentes.

L'État chinois est un État prédateur entièrement contrôlé par une classe exploiteuse dont le noyau est constitué de bureaucrates du Parti communiste chinois (PCC). Je qualifie cette classe exploiteuse de bureaucratie d'État bourgeoisisée. Cela signifie que nous avons en Chine une sorte de capitalisme d'État, mais qui mérite son propre nom. À mon avis, le capitalisme bureaucratique est le terme le plus approprié pour désigner la Chine car il capture la caractéristique la plus importante du capitalisme chinois : le rôle central de la bureaucratie, non seulement dans la transformation de l'État (d'un État hostile à la logique capitaliste – bien qu'il n'ait jamais été véritablement engagé en faveur du socialisme) — à un capitaliste à part entière), mais aussi à s'enrichir en fusionnant le pouvoir de coercition et le pouvoir de l'argent.

Cette fusion a donné un nouvel élan à la dynamique de la bureaucratie en faveur de l'industrialisation et des investissements étatiques dans les infrastructures. C'est pourquoi la restauration capitaliste de la Chine, menée par l'État et le PCC, s'est accompagnée d'une industrialisation rapide, contrairement à la chute de l'Union soviétique. C'est aussi la raison pour laquelle les entreprises publiques chinoises sont en pratique contrôlées par la bureaucratie du parti. Par son emprise sur le pouvoir d'État, il nie continuellement à la classe ouvrière ses droits fondamentaux de s'organiser. Sur le plan opérationnel, ces entreprises sont « détenues » par différentes sections et cliques de la bureaucratie, souvent via des arrangements hautement secrets.

Il convient de rappeler deux choses. Premièrement, la Chine impériale se caractérisait également par sa bureaucratie, au point que certains sociologues considèrent la Chine comme une « société

bureaucratique ». L'absolutisme de l'empire n'a été possible que parce qu'il a réussi à remplacer la classe noble par des bureaucrates loyaux dans l'administration de l'État. Lorsque des tensions surgissaient entre la bureaucratie et l'empereur, l'empereur gagnait certaines batailles mais la bureaucratie gagnait la guerre, faisant de l'empereur son chef nominal. Deuxièmement, il convient également de rappeler la longue histoire d'entreprises d'État et d'entreprises d'État de la Chine impériale. Une grande partie de la richesse générée par ces entreprises est allée dans les poches des bureaucrates qui les géraient. Cette bourgeoisification d'une partie de la bureaucratie était visible dans la Chine impériale ; il était présent sous le règne du Kuomintang (KMT) ; et réapparut sous le PCC après 1979, devenant finalement une caractéristique dominante du capitalisme chinois.

L'État chinois présente-t-il également des caractéristiques expansionnistes, caractéristiques communes aux puissances impérialistes ?

En tant qu'État capitaliste bureaucratique fort, il porte nécessairement un fort impératif expansionniste qui n'est pas seulement économique mais politique. Considérez ceci : les importantes exportations de capitaux de la Chine, qui prennent souvent la forme d'investissements à long terme, signifient que Pékin a nécessairement besoin de leviers politiques mondiaux pour protéger ses intérêts économiques. Cela encourage objectivement une logique impérialiste visant à dominer les pays de moindre importance et à rivaliser avec les principaux pays impérialistes.

Mais il existe aussi une logique politique expansionniste. L'« humiliation nationale » de la Chine sous le colonialisme entre 1840 et 1949 a conduit les élites dirigeantes du PCC à jurer de renforcer le pays à tout prix. Le rêve du [président] Xi [Jinping] pour la Chine doit être interprété à la lumière du rêve de Mao Zedong de *chaoyingganmei* (超英赶美, dépassant la Grande-Bretagne et rattrapant les États-Unis). Même si le slogan ne doit pas être interprété littéralement, les dirigeants ultranationalistes chinois n'accepteront pas que la Chine reste une puissance de second ordre pendant encore un siècle. Cette ambition, née de l'histoire contemporaine de la Chine et du grand nationalisme chinois Han du parti, a conduit Pékin à rechercher une influence politique mondiale. Cela les amènera également, tôt ou tard, à rechercher une puissance militaire mondiale – si la Chine parvient à consolider son statut dans la période à venir.

Toute discussion sur la Chine et l'impérialisme ne peut pas se concentrer uniquement sur les aspects économiques ; au contraire, elle doit aussi prendre en compte cet aspect politique. Les dirigeants chinois contemporains, du KMT au PCC, ont tous voulu restaurer le territoire et l'influence de la Chine impériale sous la dynastie Qing. Bien avant que Pékin ne revendique la ligne à neuf traits sur la mer de Chine méridionale, le KMT avait déjà déployé sa revendication de la « ligne à onze traits » sur la même zone. En ce sens, le PCC suit les traces impériales, sans grand succès, du KMT – mais cette fois, cela a, jusqu'à présent, fonctionné bien mieux pour lui.

En se concentrant un instant sur les aspects économiques, cela signifie-t-il que la Chine n'offre aucune alternative à l'impérialisme américain pour les pays du Sud, comme semblent le suggérer les partisans d'un monde multipolaire ?

Je ne suis pas d'accord avec l'idée selon laquelle la Chine constitue une sorte d'alternative pour le Sud. Il suffit de voir ce qu'elle a fait au Sri Lanka lorsque ce dernier n'a pas pu rembourser son prêt : la Chine a obligé le Sri Lanka à céder un plus grand contrôle de son port d'Hambantota. Les entreprises chinoises, y compris celles qui appartiennent à l'État, ne fonctionnent généralement pas mieux – ni pire – que les entreprises de tout autre pays impérialiste.

Mais il faut analyser cette question à deux niveaux. La Chine, comme les États-Unis, entretient des relations avec la plupart des pays du monde. Aucune généralisation radicale n'est capable d'expliquer chacune des relations que ces deux pays entretiennent avec les autres. C'est encore plus

vrai pour la Chine car elle n'est pas encore un empire mondial. Une critique générale de l'expansionnisme chinois ne doit pas nous empêcher de procéder à une analyse concrète de chaque relation. Chaque fois que nous sommes confrontés à un cas spécifique, nous devons être sceptiques quant aux actions de la Chine – et de celles de toutes les grandes puissances – mais aussi analyser la relation spécifique, en accordant une attention particulière aux voix et aux intérêts de la population locale. Ce n'est qu'en pesant à la fois le général et le spécifique que nous pouvons, en tant qu'étrangers, juger si ce que fait la Chine est bien ou mal.

Prenons par exemple l'initiative « la Ceinture et la Route ». Il est possible que certains des investissements chinois à l'étranger via ce projet profitent à d'autres pays, ou du moins causent plus de bien que de mal. Ici, les voix des populations locales peuvent nous fournir les informations les plus pertinentes dont nous avons besoin. Mais cela ne signifie pas que nous devons abandonner nos critiques générales à l'égard de l'initiative « la Ceinture et la Route ». Quel que soit le bien qu'un projet spécifique puisse apporter, il n'en reste pas moins qu'en général, l'initiative de la Ceinture et de la Route est motivée par la logique du profit et les intérêts géopolitiques du régime monolithique du PCC. Un scénario gagnant-gagnant pourrait émerger dans des cas spécifiques, mais il est hautement improbable que ce soit le cas pour la plupart des pays hôtes, que la BRI se solde finalement par un succès ou un échec pour la Chine.

Dans l'ensemble, la stratégie de mondialisation de la Chine, dans laquelle elle s'est lancée au début du siècle, représente une nette régression de la politique étrangère chinoise : d'un tiers-mondisme relativement progressiste à une priorité accordée aux intérêts commerciaux des entreprises chinoises et à l'influence mondiale de Pékin. Même si les performances de la Chine dans les pays en développement ne sont pas aussi mauvaises que celles des pays occidentaux, ce changement qualitatif de la promotion d'un développement autonome dans le tiers monde (comme le préconise Mao) à la recherche de profit dans le tiers monde est clairement un pas en arrière. De plus, l'entrée de la Chine dans la concurrence avec l'Occident pour les marchés et les ressources accélère nécessairement le nivellement par le bas pour les droits du travail et la protection de l'environnement.

Compte tenu de tout cela, pourriez-vous résumer votre vision du statut de la Chine aujourd'hui ?

En prenant tout cela en considération et bien d'autres encore, je pense que nous pouvons dire que la Chine est un pays impérialiste émergent. Elle est loin d'être consolidée en tant que puissance impérialiste, mais elle a le potentiel d'atteindre ce statut si elle n'est pas contestée de l'intérieur et de l'extérieur pendant assez longtemps.

Selon moi, le terme d'impérialisme émergent permet d'éviter certaines erreurs. Par exemple, certains soutiennent que puisque la Chine et les États-Unis ne sont pas sur un pied d'égalité, la Chine ne peut donc pas être impérialiste et que l'étiquette de « pays en développement » continue de s'appliquer. Cet argument ne parvient pas à rendre compte de la situation en constante évolution en Chine et dans le monde. Par exemple, l'ascension spectaculaire de la Chine jusqu'à devenir une nation industrialisée en moins de 50 ans est sans précédent dans l'histoire contemporaine.

C'est pourquoi il faut être capable d'appréhender à la fois l'universel et les particularités de la Chine. Son potentiel pour devenir une puissance impérialiste est immense. C'est également le premier pays impérialiste émergent à avoir été auparavant un pays semi-colonial. En outre, la Chine doit faire face au problème de son retard. Ces facteurs ont peut-être en partie contribué à son essor, mais certains aspects continuent également de paralyser sa capacité à se développer de manière suffisamment efficace et, surtout, de manière plus équilibrée.

Le PCC devra surmonter certains obstacles fondamentaux avant de pouvoir consolider la Chine en tant que pays impérialiste stable et durable. La clique de Xi sait qu'avant que la Chine puisse réaliser son ambition impériale, elle doit surmonter le fardeau de l'héritage colonial et du retard de la Chine. C'est pourquoi Pékin considère la « reprise » de Taïwan comme un élément stratégique pour sa sécurité nationale. Le fait que Taiwan soit restée séparée de la Chine continentale depuis que le Japon en a pris possession en 1895 hante le PCC.

Ici encore, les généralisations radicales ne nous aident pas lorsqu'il s'agit de « l'héritage colonial » de la Chine. Nous avons plutôt besoin d'une analyse concrète. L'héritage colonial de la Chine ne constitue pas dans sa totalité un fardeau pour son développement. Prenons le cas de Hong Kong. L'autonomie de Hong Kong permet à la ville de préserver son système juridique britannique, qui est sans aucun doute un héritage colonial. La Chine attaque le système juridique de la ville au nom du maintien de la sécurité nationale et du « patriotisme ». Pourtant, du point de vue du peuple, aussi imparfait que soit le système juridique britannique, il reste bien meilleur que celui de la Chine. De plus, le briser nuirait à l'intérêt collectif du capitalisme bureaucratique. C'est précisément cet héritage colonial qui a permis à la ville de devenir le centre financier dont la Chine dépend encore aujourd'hui : la moitié des investissements directs étrangers de la Chine transitent par la ville. Xi ne peut pas réaliser son rêve pour la Chine sans le capitalisme autonome de Hong Kong, du moins pour la période à venir.

Cela nous amène à la contradiction la plus flagrante que connaît aujourd'hui la Chine. Xi souhaite que la Chine fasse un grand pas en avant en termes de modernisation. Mais il n'a tout simplement pas les connaissances ni assez de pragmatisme pour transformer son rêve en plans cohérents et réalisables pouvant être mis en œuvre. L'acte insensé de se tirer une balle dans le pied lorsqu'il s'agit de Hong Kong reflète le retard culturel du parti ; son incapacité à établir une succession stable du pouvoir en est un autre exemple. Si l'on prend en compte l'échec du parti à moderniser sa culture politique de loyauté personnelle et de chefs de secte, nous comprenons pourquoi la capacité de la Chine à consolider sa position à la table des puissances impérialistes se heurte à des difficultés.

Que pouvez-vous nous dire sur les actions de la Chine en mer de Chine méridionale et comment, le cas échéant, elles ont contribué à la montée des tensions et à la militarisation dans la région Asie-Pacifique ?

La revendication chinoise de la ligne en neuf traits sur la mer de Chine méridionale a constitué un tournant fondamental, car elle a représenté le début de l'expansion de la Chine à l'étranger, politiquement et militairement. D'abord parce que sa prétention est totalement illégitime. La Chine, par exemple, revendique également l'île Senkaku, ce que conteste le Japon. Là, on peut au moins dire que la Chine a des arguments plus solides pour étayer ses affirmations, alors que le Japon n'a aucun fondement, que ce soit au regard du soi-disant droit international ou d'un point de vue de gauche. Il s'agit simplement d'une revendication impérialiste du Japon, en alliance avec les États-Unis. En revanche, la Chine n'a jamais gouverné efficacement toute la zone de la ligne en neuf traits qu'elle revendique (à l'exception de certaines îles, comme l'île Paracel). Sa revendication sur la majeure partie de la mer de Chine méridionale n'est pas seulement injustifiée, elle constitue également une déclaration de ses ambitions hégémoniques en Asie, qui sont parallèles à ses ambitions économiques mondiales représentées par la BRI.

Certains diront que les actions de la Chine en mer de Chine méridionale sont largement défensives et visent à créer un tampon contre la militarisation américaine dans la région. Dans quelle mesure cet argument est-il légitime ?

Je pense que c'était le cas des actions de la Chine avant sa revendication en neuf tirets. Même si

nous acceptons que la Chine continue d'agir de manière défensive et se contente de répondre à l'agression américaine, vous ne le faites pas en envahissant d'immenses territoires qui n'ont jamais appartenu à la Chine et sur lesquels les pays voisins ont des revendications – y compris certains qui ont été victimes de l'agression de la Chine impériale pendant des années. des centaines d'années. Il s'agit d'une invasion des zones économiques maritimes de plusieurs pays d'Asie du Sud-Est. Elle ne peut plus être considérée comme défensive.

Il convient également de noter qu'il n'existe pas de Grande Muraille séparant les actions défensives des actions offensives, surtout si l'on considère la rapidité avec laquelle le contexte a changé en Chine et à l'échelle internationale. Aujourd'hui, Pékin a à la fois l'intention et la capacité de lancer une compétition mondiale avec les États-Unis. Du point de vue de l'intérêt collectif de la bureaucratie, il est clair que Xi a abandonné prématurément le conseil de Deng Xiaoping de « faire profil bas et d'attendre son heure ».

Bien sûr, nous devons continuer à nous opposer à l'impérialisme américain et à la militarisation dans la région, mais cela ne doit pas signifier soutenir ou garder le silence face à l'impérialisme émergent de la Chine. La question décisive à cet égard n'est pas de savoir dans quelle mesure la Chine est sur un pied d'égalité avec l'empire américain.

Comment Taiwan s'intègre-t-elle dans les tensions américano-chinoises ?

Le problème fondamental ici est que les revendications de la Chine sur Taiwan n'ont jamais pris en compte les souhaits du peuple taïwanais. C'est le point le plus important. Il y a aussi la question secondaire des tensions entre les États-Unis et la Chine. Mais ces tensions n'ont aucune incidence directe sur la question fondamentale.

Le peuple taïwanais a un droit historique à l'autodétermination. La raison est simple : en raison de leur histoire distincte, les Taïwanais sont très différents de ceux de la Chine continentale. D'un point de vue ethnique, la plupart des Taïwanais sont chinois. Mais il existe des minorités ethniques, connues sous le nom de peuples austronésiens, qui habitent de grandes parties de l'Asie du Sud-Est, y compris Taiwan, depuis des milliers d'années. Le PCC ne mentionne jamais ce fait ; il prétend que Taiwan a toujours été occupée par la Chine. Ce n'est pas vrai : les peuples autochtones existent à Taiwan depuis bien plus longtemps et leurs droits doivent être respectés.

Quant à ceux qui sont d'origine ethnique chinoise, nous avons en réalité affaire à deux groupes distincts. Environ 15 %, une minorité absolue, ne se sont installés à Taiwan qu'en 1949, après la révolution chinoise. La majorité a des descendants qui vivent à Taiwan depuis 400 ans. C'est très différent de Hong Kong, où une grande partie de la population est composée de Chinois du continent qui ont des parents en Chine continentale et considèrent toujours les Chinois du continent comme leur patrie. À Taiwan, la plupart des Chinois n'ont pas de tels liens avec la Chine continentale – de tels liens ont été rompus il y a des centaines d'années. Taiwan est une nation distincte depuis de nombreuses années. Elle jouit donc d'un droit historique à l'autodétermination.

La situation n'est pas tout à fait comparable, mais je dirais aussi qu'il en va de même pour Hong Kong. Il ne faut pas oublier que pendant 150 ans, la trajectoire historique de Hong Kong a également été très différente de celle de la Chine continentale : personne ne peut le nier, ni notre droit à l'autodétermination. Tout gauchiste occidental qui nie cela est soit mal informé, soit sa prétention d'être socialiste est tout à fait discutable.

Bien sûr, il est vrai que tout cela est désormais lié aux tensions entre les États-Unis et la Chine. En ce sens, la situation est similaire à la situation ukrainienne. Dans ce cas aussi, il y a ceux qui soutiennent la Russie ou qui ont une position neutre. À mon avis, ils ont tort. Il ne fait aucun doute

que les États-Unis constituent un empire mondial qui poursuit son programme partout. Je comprends que certains gauchistes occidentaux ne veulent pas être perçus comme s'alignant sur leurs propres gouvernements impérialistes. Mais notre soutien au droit des petites nations à l'autodétermination – pour autant que nous le menions de manière indépendante – n'a rien à voir avec les États-Unis, ni avec la Chine d'ailleurs.

Nous soutenons ces luttes sur la base de notre principe d'opposition à l'oppression nationale. Nos principes ne doivent pas être compromis simplement parce que notre position peut parfois coïncider avec l'agenda américain. S'opposer à sa propre classe dirigeante ne devrait pas signifier donner la priorité à sa haine plutôt qu'à la résistance des peuples à l'oppression étrangère dans d'autres parties du monde. Voir la politique de cette façon reflète largement l'arrogance de chacun et, en même temps, un sentiment d'impuissance par rapport à sa propre classe dirigeante.

Sur quel type de campagnes de solidarité la gauche devrait-elle se concentrer lorsqu'il s'agit de Taiwan ou de la mer de Chine méridionale ?

Toute campagne de solidarité dans ces deux domaines – auxquels j'ajouterais Hong Kong – devrait comporter au moins trois points : respecter le droit des peuples taïwanais et hongkongais à l'autodétermination ; accepter que la revendication de la Chine en neuf traits dans la mer de Chine méridionale n'a aucun fondement ; et reconnaître que la capacité de s'opposer à la position de la Chine appartient avant tout aux peuples de ces trois régions et des pays voisins. En ce qui concerne les États-Unis, nous devrions rester sceptiques quant à leurs motivations mais, encore une fois, lorsqu'il s'agit de questions particulières, nous devons peser le pour et le contre de manière concrète, et surtout prendre en considération les souhaits du peuple. .

Par exemple, la question de l'achat d'armes par Taïwan aux États-Unis : nous devons être conscients que tous les scénarios de jeux de guerre suggèrent que Taïwan ne serait pas en mesure de résister à une invasion chinoise pendant plus d'une semaine et, dans le pire des cas, pendant plus d'une semaine. quelques jours . Il est évident que Taiwan doit acheter des armes aux États-Unis. Rien de tout cela ne signifie que nous soutenons les droits des États-Unis sur Taiwan. L'action doit incomber à ceux qui sont directement touchés – les habitants de Taiwan, de Hong Kong et de la mer de Chine méridionale et alentour.

Dans le cadre de leur campagne de guerre contre la Chine, les dirigeants occidentaux ont cherché à attiser le nationalisme et le racisme anti-chinois. En réponse, certains à gauche ont cherché à taire leurs critiques à l'égard de la Chine afin de ne pas contribuer à la campagne réactionnaire de leur gouvernement. Que pensez-vous de la manière dont la gauche des pays occidentaux peut s'opposer à la propagande de leur propre gouvernement sans devenir un partisan inconditionnel de la Chine ?

Le nœud du problème est que la notion campiste d'« anti-impérialisme » est non seulement timide, dans la mesure où elle cible uniquement les vieux impérialismes tout en ignorant les impérialismes émergents, mais également centrée sur l'État. Leurs préoccupations portent toujours sur tel ou tel état. Ils oublient que nous ne devrions jamais donner la priorité aux États plutôt qu'aux travailleurs, là où doit résider l'action – et cela s'étend même aux « États travailleurs ».

Les véritables socialistes devraient être centrés sur le peuple. Si quelqu'un refuse de voir comment le PCC traite les travailleurs chinois et se contente de répéter la propagande de Pékin ou refuse d'écouter la voix des travailleurs, alors je dirais qu'il n'est pas de véritables socialistes. Ils se contentent d'admirer certains États, les considérant comme une sorte de rempart contre leur propre gouvernement impérialiste. Leur impuissance les amène à applaudir tout État étranger en contradiction avec leur classe dirigeante et à abandonner ceux qui subissent la répression,

simplement pour satisfaire leurs propres aspirations psychologiques.

Mais vous ne vaincrez jamais votre propre nationalisme en soutenant ou en tolérant le nationalisme chinois Han. Nous pouvons soutenir, dans certaines limites, le nationalisme des nations opprimées. Mais aujourd'hui, les Chinois Han ne sont opprimés par aucune nation étrangère ; au contraire, ils sont opprimés par leur propre gouvernement. Le nationalisme chinois Han n'a donc aucune valeur progressiste.

De plus, la version du « patriotisme » du PCC est une sorte d'ethno-nationalisme, ce qui le rend encore plus réactionnaire. Il cherche une sorte de *journée* (□□□, grande unification) n'est pas sans rappeler celle pratiquée par le fascisme, dans laquelle les pensées des gens doivent être placées sous le contrôle du gouvernement et les livres ne promouvant pas les valeurs officielles doivent être interdits. Garder le silence sur cette version du nationalisme chinois Han, c'est oublier l'immense tragédie des Chinois Han – désormais opprimés par leurs propres dirigeants au point qu'ils se moquent d'eux-mêmes en les considérant comme n'étant guère plus que des « poireaux chinois » attendant d'être récoltés par le parti. sur des bases régulières – et la répression brutale des minorités.

En soutenant ou en s'abstenant de critiquer un État totalitaire comme la Chine, nous creusons nos propres tombes. C'est une trahison de l'internationalisme fondamental et cela discrédite la gauche. L'internationalisme est avant tout une solidarité avec les travailleurs des différentes nations, et non avec les États, et c'est sur cette base que nous devons juger les relations entre les États, et non l'inverse.

Au Loong-Yu, Federico Fuentes 2 décembre 2023 Article Z

P.-S.

- ZNetwork. 2 décembre 2023 :
<https://znetwork.org/fr/znetarticle/S%E2%80%99opposer-%C3%A0-la-militarisation-am%C3%A9ricaine-en-Asie-Pacifique-ne-devrait-pas-signifier-rester-silencieux-face-%C3%A0-l%E2%80%99imp%C3%A9rialisme-%C3%A9mergent-de-la-Chine./>

Source : LINKS :

<https://links.org.au/au-loong-yu-hong-kong-opposing-us-militarisation-asia-pacific-should-not-mean-remaining-silent>

- ZNetwork est financé uniquement grâce à la générosité de ses lecteurs.

FAIRE UN DON :

<https://znetwork.org/fr/%C3%A0-propos-de-nous-soutenir/>